pour ses propres affaires : c'est-à-dire qu'elle sera libre, de tenir ou de ne pas tenir ses engagements, *même pour ses propres affaires*. Or, nous le demandons, qui ira contracter avec une femme mariée, commune en biens avec son mari, pour les affaires propres à elle ? Quant à la femme séparée de biens, nous savons que dans cette hypothèse, elle ne pourra contracter aucune obligation, pas même pour ses plus grands intérêts. Nous croyons avoir déjà assez démontré l'absurdité d'une telle opinion.

Troisième.—En suivant l'opinion contraire à la nôtre, et en dernier lieu citée, les mots “pour les dettes et engagements contractés et faits par le mari” ne signifient rien après ceux “ne pourra encourir aucune responsabilité que comme commune en biens ;” il eut suffi au législateur de dire que la femme mariée ne pourrait s'obliger que comme commune en biens ; l'effet aurait été le même, la fortune de la femme aurait été paternellement garantie ; en renonçant à la communauté, elle eut été déchargée de toute obligation ; en l'acceptant, elle n'eut été tenue que jusqu'à concurrence de l'émolument. En suivant notre opinion ces mots “pour les dettes et engagements faits et contractés par le mari” ont leur effet ; en suivant l'opinion contraire, ils ne signifient rien. Or on doit entendre les expressions, les dispositions d'une loi, dans le sens où elles peuvent avoir quelque effet plutôt que dans celui où elles n'en peuvent avoir aucun. “*Verba ita sunt intelligenda ut res magis valeat quam pereat.*” Le législateur a dû vouloir leur faire signifier quelque chose.

Concluons donc de tout ce que nous avons dit, que la femme mariée peut s'obliger indéfiniment, non-seulement pour ses propres affaires, mais encore pour celles des tiers autres que son mari ; qu'elle peut s'obliger pour ces derniers, soit seule soit conjointement avec son mari, sauf bien entendu le cas de fraude ; nous voulons dire le cas où ces obligations envers ces tiers, renfermerait indirectement un cautionnement des obligations de son mari. En effet l'ordonnance ne dit pas que la femme ne pourra se rendre